



**70% de la population mondiale vivra dans les villes d'ici 2030, alors que 60% des établissements urbains restent à construire**

*Le Conseil mondial de l'eau s'unit aux grands réseaux urbains pour un monde qui assure de l'eau à tous*

- Ce partenariat précède la première Conférence des Autorités locales et régionales qui aura lieu à l'occasion du Forum mondial de l'eau organisé à Brasilia le 22 novembre.
- D'ici 2030, la demande d'énergie et d'eau augmentera de 50%, ce qui nécessitera un investissement en capital d'infrastructures hydriques trois fois plus élevé qu'il ne l'est actuellement.
- D'ici 2030, plus de 40% de la population mondiale vivra dans des bassins hydrographiques soumis à un stress hydrique sévère et 20% de la population sera menacée par les inondations.

*Marseille, le 21 novembre 2017* – Dans une décennie, 70% de la population de la Terre vivra dans les villes. Cette réalité place ces dernières en première ligne pour agir en faveur du développement durable et pour faire face aux défis mondiaux, y compris le changement climatique. C'est dans ce but que quatre organisations ont uni leurs forces pour lutter contre ces problèmes. Le Conseil international pour les initiatives écologiques locales (ICLEI), les Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), l'Alliance mondiale des partenariats des opérateurs de l'eau (GWOPA / ONU-Habitat), la Confédération Brésilienne des Municipalités (CNM) et le Conseil Mondial de l'Eau (WWC) ont signé un accord réunissant décideurs, dirigeants locaux et professionnels pour s'attaquer aux défis locaux de l'eau. Ce partenariat entrera en vigueur avant la première Conférence des Autorités locales et régionales qui se tiendra lors du Forum mondial de l'eau organisé à Brasilia le 22 novembre.

L'urbanisation est l'une des tendances qui ont le plus marqué le 21<sup>ème</sup> siècle. Les villes sont la force dominante dans la croissance économique durable, le développement et la prospérité des pays développés et en développement. Actuellement, 54% de la population mondiale (4 milliards de personnes) résident dans les zones urbaines. D'ici 2030, 2 milliards de personnes auront migré vers les villes, exerçant une pression sans précédent sur les infrastructures et les ressources, en particulier celles liées à l'eau. Les dix villes les plus grandes du monde seront Tokyo (37,2 millions de personnes), Delhi (36,1 millions), Shanghai (30,8 millions), Bombay (27,8 millions), Pékin (27,7 millions), Dhaka (27,4 millions), Karachi (24,8 millions), Le Caire (24,5 millions), Lagos (24,2 millions) et Mexico (23,9 millions). De 2016 à 2030, une augmentation de la population



de 35% est attendue dans ces dix villes. Les prévisions indiquent que la population de villes des pays en développement, comme Karachi, Lagos et Dhaka dépasseront celle des villes comme New York, Osaka et Sao Paulo d'ici 2030. Cela représentera une augmentation de 50% de la demande en énergie et en eau, générant des défis qui exerceront une pression sur les ressources en eau et menaceront la sécurité hydrique mondiale. Cela aura un effet palpable sur la santé publique, les économies et le développement. Les solutions locales sont les mieux adaptées aux problèmes locaux pour relever ces défis. De plus, comme plus des trois quarts (76%) des mégalo-poles du monde sont côtières, les écosystèmes aquatiques subiront un impact considérable, des crêtes aux récifs. Pour cette raison, les autorités locales et régionales mènent des initiatives ciblant les obstacles liés à l'eau, y compris les lacunes en matière de logement, le changement climatique et la demande accrue de nourriture, d'énergie et d'eau. Le changement climatique en particulier représente un défi considérable pour les villes, car 40% de la population mondiale vivra dans des bassins hydrographiques soumis à un stress hydrique sévère, tandis que 20% risqueront des inondations d'ici 2030. *« Les inondations et la sécheresse ont augmenté mondialement et leur impact est dévastateur. Des villes du monde entier subissent déjà les effets du changement climatique. Des infrastructures et maisons sont détruites. Nous appelons pour cela les gouvernements à être conscients des effets que peut avoir une infrastructure hydrique adéquate pour améliorer ou aider ces situations »*, a commenté le président du Conseil mondial de l'eau, Benedito Braga. Les besoins de financement devraient donc être centrés sur les zones urbaines et les infrastructures dans les zones urbaines et rurales qui desservent ces villes, en fonction des besoins locaux pour lesquels des solutions locales sont nécessaires.

De nombreux accords mondiaux approuvés par l'ONU complètent ces actions, notamment l'Accord de Paris sur le climat, le Nouvel Agenda urbain, le Cadre de Sendai et les Objectifs de développement durable (ODD). L'investissement dans l'eau devient ainsi un facteur unificateur pour favoriser des villes plus saines et plus prospères, offrant aux populations appauvries une réelle chance de progrès. *« L'eau occupe une place importante dans tous ces agendas. Les autorités locales jouent un rôle essentiel en fournissant des services à leurs citoyens et en assurant une infrastructure adaptée et durable pour leurs résidents »*, a déclaré Mohamed Boussraoui de CGLU lors d'une session sur les villes résilientes lors de la récente Conférence internationale sur l'eau et le climat à Marseille les 3 et 4 octobre.

Même si une grande partie de la mise en œuvre de ces programmes sera menée par les gouvernements nationaux, le succès dépendra également de l'engagement et de l'habilitation des autorités locales et régionales à faire leur part. Les villes et les régions manquent souvent d'orientation sur la manière de les atteindre localement, de contribuer à des objectifs fixés au niveau national et de mettre en œuvre des solutions concrètes. Les maires et les réseaux auxquels ils appartiennent doivent



élaborer des stratégies pour mettre en œuvre et adopter des approches intégrées afin de surmonter les obstacles politiques, financiers, technologiques et comportementaux. « *Vous ne pouvez pas trouver un lien plus intime avec les citoyens que les autorités locales. Cette relation de proximité peut nous amener à mobiliser les citoyens et à les sensibiliser aux problèmes comme personne d'autre* », a commenté Fatimetou Abdel Malick, maire de Tevragh-Zeina, en Mauritanie, lors de la récente conférence de l'ICWC.

L'Accord de partenariat signé servira de tremplin important pour la préparation et l'organisation de la Conférence des autorités locales et régionales qui se tiendra conjointement au Forum mondial de l'eau, du 18 au 23 mars 2018, à Brasilia, au Brésil. Le Forum devrait réunir plus de 30 000 participants, dont des dirigeants mondiaux, des leaders d'opinion, des experts et des professionnels, dans le but de catalyser des changements positifs pour un monde sûr pour l'eau.

Merci de noter qu'en cas d'utilisation de l'infographie, il est obligatoire de citer la source World Water Council (WWC)

Le Conseil Mondial de l'Eau et les porte-parole partenaires sont disponibles pour des interviews sur demande.

## **A PROPOS**

**CNM - La Confédération brésilienne des municipalités** est une association qui représente politiquement et institutionnellement les municipalités brésiliennes auprès du gouvernement fédéral et du Congrès brésilien. Elle se concentre sur le renforcement de leur gestion dans divers domaines, contribuant à la gestion de la politique environnementale à travers la recherche, les études techniques, le développement d'outils technologiques et le conseil juridique. Outre ses connaissances dans les cadres internationaux, la Confédération a mis en œuvre des initiatives pour impliquer les municipalités et les gestionnaires des villes dans les Objectifs du Millénaire pour le Développement, les Objectifs de Développement Durable, le Nouvel Agenda Urbain et les changements climatiques. [www.cnm.org.br](http://www.cnm.org.br)

**ICLEI - Le Conseil international pour les initiatives écologiques locales** est une association internationale qui représente les intérêts des autorités locales dans le monde entier et soutient les gouvernements locaux dans la mise en œuvre du développement durable. Leur mission comprend la mobilisation internationale pour les intérêts et les besoins vis-à-vis des organisations internationales et locales, en fournissant des services de conseil technique, de formation et d'information pour renforcer les capacités. [www.iclei.org](http://www.iclei.org)

**Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU)** est la porte-voix et le défenseur mondial de



l'auto-gouvernance locale démocratique. Représentant plus de la moitié de la population mondiale, les membres de CGLU sont présents dans 140 Etats membres des Nations Unies et dans toutes les régions du monde : Afrique, Asie-Pacifique, Europe, Eurasie, Moyen-Orient Asie occidentale, Amérique latine et Amérique du Nord organisé en sept sections continentales et une section métropolitaine et un forum des régions. CGLU a plus de mille villes dans les régions qui sont des membres directs et 155 associations membres des gouvernements locaux. Parmi les principaux domaines d'intérêt politique pour CGLU figurent : la démocratie locale, le changement climatique et la protection de l'environnement, la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, les finances locales, le développement urbain et la diplomatie des villes dans la consolidation de la paix. [www.uclg.org](http://www.uclg.org)

***A propos du Conseil mondial de l'eau (WWC) :***

Le Conseil Mondial de l'Eau (WWC) est une plate-forme internationale multipartite, fondatrice et co-organisatrice du Forum Mondial de l'Eau. Sa mission est d'impulser des actions sur les problématiques relatives à l'eau à tous les niveaux, y compris au plus haut niveau décisionnel, en encourageant le débat et en contestant la pensée conventionnelle. Le Conseil se concentre sur les dimensions politiques de la sécurité hydrique, de l'adaptation et de la durabilité, et travaille à positionner l'eau au sommet de l'agenda politique mondial. Créé en 1996, le Conseil Mondial de l'Eau réunit plus de 300 organisations membres de plus de 50 pays différents. Plus d'informations sur [www.worldwatercouncil.org](http://www.worldwatercouncil.org) @wwatercouncil #wwatercouncil

Contact presse :

Sébastien Zimmermann – 0033 6 66 23 90 81

[sebastien@marcodecomunicacion.com](mailto:sebastien@marcodecomunicacion.com)